



Monsieur le Recteur,

Nos organisations syndicales tiennent à affirmer par cette déclaration leur exigence commune d'annulation des 4000 suppressions de postes annoncées au niveau national pour la rentrée prochaine.

Il s'agit d'une attaque sans précédent contre l'École publique, conséquence directe du budget Macron-Lecornu, qui sacrifie les services publics tout en accordant près de 7 milliards d'euros supplémentaires aux dépenses militaires et en multipliant les cadeaux fiscaux aux grandes entreprises.

Concernant notre académie nous exigeons l'annulation des suppressions prévues dans le 1er degré et l'octroi d'une dotation dans le 1er comme dans le second degré permettant de répondre aux revendications des écoles et établissements qui manquent de tout.

Concernant les AESH la dotation nationale prévue par le Ministère ne permet même pas de répondre à la revendication de 3000 postes pour le Val-de-Marne que les personnels ont largement exprimée par la grève et le rassemblement au ministère le 15 janvier dernier, à l'appel de nos organisations syndicales.

Par ailleurs, au regard des annonces ministérielles de ce lundi 26 janvier et du cafouillage politique et communicationnel qui a immédiatement suivi, avec l'envoi d'un nouveau document ce jour, les conditions de la tenue du CSA académique ne sont pas réunies.

Dans ce contexte, nous vous informons que nous ne siégerons pas au CSA académique ce jeudi 29 janvier et que nous refusons d'apporter une caution à des décisions déjà actées et profondément préjudiciables à l'École publique.

Veuillez agréer, Monsieur le Recteur, l'expression de notre attachement à la défense de l'école publique et des droits de ses personnels.